



Mission régionale d'autorité environnementale

Région Hauts-de-France

**Avis conforme de la mission régionale d'autorité
environnementale Hauts-de-France,
sur l'examen au cas par cas « ad hoc » réalisé par
la Communauté d'Agglomération Béthune-Bruay, Artois Lys
Romane (62)
sur la mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de
Rebreuve-Ranchicourt dans le cadre d'une déclaration de
projet
pour la réalisation d'une Zone d'Expansion de Crue sur la
commune de Rebreuve-Ranchicourt**

n°GARANCE 2024-7784

Avis conforme
rendu en application
du deuxième alinéa de l'article R.104-33 du code de l'urbanisme

La mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) Hauts-de-France, qui en a délibéré collégalement, le 3 avril 2024, en présence de Hélène Foucher, Philippe Gratadour, Valérie Morel, Pierre Noualhaguet, et Jean-Philippe Torterotot,

Vu la directive n  2001/42/CE du Parlement Européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement et notamment son annexe II ;

Vu le code de l'urbanisme, notamment ses articles R.104-33    R.104-38 ;

Vu le décret n  2016-519 du 28 avril 2016 portant réforme de l'autorité environnementale ;

Vu le décret n  2022-1165 du 20 août 2022 portant création et organisation de l'inspection générale de l'environnement et du développement durable ;

Vu le décret n  2022-1025 du 20 juillet 2022 substituant la dénomination « Inspection générale de l'environnement et du développement durable » à la dénomination « Conseil général de l'environnement et du développement durable » ;

Vu l'arrêté du ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires du 30 août 2022 portant organisation et règlement intérieur de l'inspection générale de l'environnement et du développement durable ;

Vu l'arrêté du ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires du 18 avril 2023 portant désignation d'un président de mission régionale d'autorité environnementale de l'Inspection générale de l'environnement et du développement durable (MRAe) ;

Vu l'arrêté du ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires du 2 mai 2023 portant cessation de fonction et nomination de membres de la mission régionale d'autorité environnementale de l'Inspection générale de l'environnement et du développement durable (MRAe) ;

Vu l'arrêté du ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires du 19 juillet 2023 portant nomination de membres de missions régionales d'autorité environnementale de l'Inspection générale de l'environnement et du développement durable (MRAe) ;

Vu le règlement intérieur de la MRAe adopté le 8 septembre 2020, et notamment son article 6 ;

Vu le dossier d'examen au cas par cas (y compris ses annexes) réalisé pour avis conforme et déposé par la Communauté d'Agglomération Béthune-Bruay, Artois Lys Romane (62), le 5 février 2024, relatif à la mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de la commune de Rebreuve-Ranchicourt dans le cadre d'une déclaration projet pour la réalisation d'une zone d'expansion de crue à Rebreuve-Ranchicourt ;

Vu la consultation de l'agence régionale de santé Hauts-de-France du 22 février 2024 ;

Considérant ce qui suit :

1. la procédure de mise en compatibilité vise à réaliser un projet de zone d'expansion de crue de 5,87 hectares, au sein d'une zone naturelle N n'autorisant pas actuellement les affouillements et exhaussements liés aux équipements de lutte contre les inondations ;

2. le projet de zone d'expansion de crue s'inscrit dans le programme d'actions de prévention des inondations (PAPI) du versant de la Lys, sans que celui-ci ne soit décrit, ni que la justification du projet retenu ne soit fournie, notamment au regard des solutions de substitution raisonnables envisageables ;
3. la procédure comprend :
 - la modification du règlement écrit de la zone N avec la constitution du secteur NZec permettant les travaux et les aménagements liés à la zone d'expansion de crue ;
 - la modification du règlement graphique en classant une partie de la zone N en secteur Nzec correspondant à la zone d'expansion de crue ;
4. le projet impacte de façon définitive 0,235 hectare de zone humide et de façon temporaire 0,150 hectare, induisant des mesures de compensation de zone humide ;
5. les inventaires ont mis en évidence la présence d'espèces de faune protégées ce qui implique la réalisation d'un dossier de « demande de dérogation pour les espèces protégées et leurs habitats » ;
6. le cours d'eau de la Brette est directement impacté par le projet , ce qui nécessite des études approfondies sur les habitats, frayères notamment, et espèces aquatiques présentes ;
7. le projet de zone d'expansion de crue et la révision du plan local d'urbanisme pourraient utilement faire l'objet d'une évaluation environnementale commune ;
8. il appartient à la personne publique responsable de s'assurer que la procédure mise en œuvre pour l'évolution de son document d'urbanisme est conforme aux dispositions prévues par le code de l'urbanisme et en particulier, que son projet ne relève pas d'une révision soumise à évaluation environnementale systématique ;

Rend l'avis qui suit :

La mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de la commune de Rebreuve-Ranchicourt, dans le cadre d'une déclaration projet pour la réalisation d'une zone d'expansion de crue à Rebreuve-Ranchicourt, est susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement et sur la santé humaine au sens de l'annexe II de la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement et il est nécessaire de la soumettre à une évaluation environnementale.

Conformément à l'article R.104-33 du code de l'urbanisme, la personne publique responsable rendra une décision en ce sens.

Le présent avis sera joint au dossier d'enquête publique ou de mise à disposition du public.

Un nouveau dossier d'examen au cas par cas du projet est exigible si celui-ci, postérieurement au présent avis conforme, fait l'objet de modifications.

L'avis est mis en ligne sur le site internet de l'autorité environnementale.

Fait à Lille, le 3 avril 2024
Pour la Mission régionale d'autorité
environnementale Hauts-de-France
Son Président



Philippe GRATADOUR